

## **20231211 RCF Lyon**

<https://www.rcf.fr/articles/actualite/on-ne-va-pas-resister-dans-ce-froid-des-dizaines-de-jeunes-migrants-se-sont>

### **« On ne va pas résister dans ce froid » : des dizaines de jeunes migrants réfugiés dans une église de Lyon**

Un article rédigé par Charlotte Mongibeaux - RCF, le 11 décembre 2023 - Modifié le 13 décembre 2023

Depuis vendredi soir, entre 40 et 80 jeunes migrants dorment dans l'église du Saint-Sacrement, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. Avec l'arrivée du froid et de la pluie, ils ont frappé à la porte du lieu de culte en attendant que des solutions émergent du côté de la préfecture et de la métropole de Lyon.



Devant l'église du Saint-Sacrement - @ RCF Lyon (Charlotte Mongibeaux)

Des couettes cachées sous les bancs de l'église, quelques portables qui chargent dans une des allées. Ce lundi matin, l'église du Saint-Sacrement est vide et calme mais tout n'est pas tout à fait comme avant. Vendredi soir, des dizaines de jeunes migrants sont entrés dans le bâtiment, chassés par le froid. Le père Renaud de Kermadec les a accueillis et l'archevêque de Lyon, Monseigneur de Germay, s'est rendu sur place dans la foulée. Le diocèse de Lyon se dit prêt à chercher des solutions pour leur trouver un hébergement temporaire, et presse les collectivités et l'État d'en faire de même. « *On peut prendre notre part* », assure le service communication du diocèse de Lyon.

Mais ce lundi soir, plusieurs dizaines de jeunes s'apprentent à nouveau à dormir sur les bancs de l'église.

### **Rats, humidité et insécurité dans le square Sainte-Marie-Perrin**

Alors, depuis vendredi, ces jeunes migrants venus de Guinée, de Côte-d'Ivoire ou encore du Sénégal viennent dormir tard le soir et repartent tôt le matin, pour ne pas déranger les paroissiens. « *On retourne dans le square la journée* », explique Souleiman. Il fait partie du camp du square Sainte-Marie-Perrin (3<sup>e</sup>). Depuis plus de six mois, des dizaines de jeunes migrants ont grossi les rangs de ce squat : aujourd'hui, ils sont entre 130 et 150 jeunes à y

camper dans des conditions extrêmement difficiles. Entre les rats qui pullulent, l'humidité et l'insécurité, « *c'est pire que Guantánamo* » souffle Bachir, le porte-parole du camp.

## **2 500 jeunes migrants arrivés sur la métropole de Lyon depuis le début de l'année**

Au milieu des tentes, la peur du froid se lit sur toutes les lèvres. Beaucoup sont arrivés il y a seulement quelques mois en France, après avoir traversé la Libye ou l'Algérie, puis la mer Méditerranée. Une fois arrivés sur le territoire français, ces jeunes migrants ont tenté de faire reconnaître leur minorité pour pouvoir bénéficier de l'aide sociale à l'enfance. Tous disent avoir entre 15 et 17 ans mais, comme ils n'ont pas été reconnus mineurs par le Centre de mise à l'abri et d'évaluation (CMAE), ils sont en recours devant le juge des enfants. Une procédure qui peut durer plusieurs mois et qui plonge ces jeunes dans un vide juridique. Leur hébergement n'est pris en charge ni par la métropole de Lyon ni par l'État.

Il existe tout de même une structure initiée par la métropole de Lyon et co-financée par l'État, la Station, qui propose 102 places d'hébergement d'urgence pour les jeunes dans cette situation. Mais ce chiffre est insuffisant face à l'ampleur du phénomène. Le nombre de jeunes migrants arrivés en France n'a jamais été aussi élevé. Depuis le début de l'année, 2 500 jeunes ont déposé une demande auprès du CMAE de la métropole de Lyon contre 1 200 sur toute l'année 2022. Ces chiffres mettent « *en difficulté le dispositif de mise à l'abri et d'évaluation dans les départements les plus concernés* », souligne la secrétaire d'État chargée de l'enfance, Charlotte Caubel, dans une lettre adressée aux élus rhodaniens. Un sentiment partagé par la métropole de Lyon.

Le diocèse de Lyon « *invite les responsables de la vie publique à trouver une solution pérenne* ». Tout comme les associations et collectifs de soutien aux migrants, ils espèrent que des places d'hébergement seront débloquées au plus vite. Le sujet pourrait être abordé par la métropole de Lyon et la préfecture lors de leur réunion mensuelle ce mardi.